

ICIR-99-52-T
PROJ. EXH. P103/123C
TENDERED ON 12.7.2002

CD # 85 F
P 103/123 C

K0146673

0123

RTL/20123
G. CELLIS

FRANÇAIS

FACE A

K0146674

0.0 min

HITIMANA Noël: Je vous disais tout à l'heure que la situation politique nous est devenue confuse. C'est devenu confus. Ils en arrivent même à usurper les postes. Ils y mettent leurs noms. Les autres gens, eux, s'arrogent le droit d'aller dans des réunions à l'insu de leurs partis respectifs dans le but d'y décrocher un poste comme NAYINZIRA qui part toujours à l'insu de son parti. On l'entend toujours dans des réunions où il s'arroe le droit de signature sans que son parti le sache. Vous le savez tous. Vous le savez tous. Nous allons vous lire maintenant le communiqué de MDR Kigali.

L'objet : l'objet de ce communiqué est de démentir ce qui a été dit par le Premier Ministre à propos d'un député qui représentera le MDR Kigali dans l'Assemblée Nationale de Transition. Après avoir pris connaissance des déclarations du premier ministre madame Agathe UWILINGIYIMANA, à propos de la liste des personnes qui représenteront le MDR au sein de l'Assemblée Nationale de Transition, le Secrétariat du MDR Kigali dément là où elle a dit que MUNYAMPIRWA Boniface est le député de la préfecture de Kigali.

C'est, à vrai dire, monsieur RWAJEKARE André qui a été élu député par le congrès du MDR dans la préfecture de Kigali le 29/08/1993. Pour cela, le secrétariat du MDR dans la préfecture de Kigali condamne l'attitude de madame Agathe UWILINGIYIMANA qui consiste à mentir. Fait à Kigali, ce 20/03/1994 par le bureau du secrétariat du MDR dans la préfecture de Kigali. Ont signé : NDENGEJEHO Pascal, Président; RWAJEKARE André, Vice-Président; et MBANZAMIHIGO Juvénal, Trésorier du MDR dans toute la préfecture de Kigali.

Amis auditeurs de la radio RTLTM : Vous nous prenez peut-être pour des menteurs, mais ils ont signé.

2.3 min

Alors qu'ils ont élu un député. Nous ne savons pas trop où Agathe UWILINGIYIMANA a trouvé un autre député qu'elle a vite confirmé. Cela existe-t-il quelque part? Quel genre de démocratie est-ce qu'ils chantent là? quelle est cette démocratie? Où se trouve-t-elle? Où est-ce qu'ils ont étudié cela? C'est leur politique du ventre qui risque de nous éterniser dans l'impasse politique (**Chanson** : *Nanze agasuzuguro*: je refuse le mépris).

.....

6.9 min

HABIMANA KANTANO : La Radio Libre RTLTM émettant de Kigali sur les fréquences de 106 Mhz et de 94 Mhz. A tous ceux qui nous écoutent, partout où vous trouvez, courage! courage! Nous aussi à cette radio nous n'aimons pas le mépris surtout le mépris des politiciens qui se fichent de la masse populaire qu'ils auront pourtant à diriger. Quand nous parlons de TWAGIRAMUNGU Faustin qui s'est rendu un superhomme et un rebelle, il s'est rendu intraitable, et nous nous interrogeons sur TWAGIRAMUNGU qui ne peut pas aller à Byumba y tenir un meeting politique parce qu'il a déjà livré cette préfecture depuis longtemps sauf s'il va dans la zone des *Inkotanyi*. Abandonner toute une population et la livrer aux mains

K0146675

d'*Umwanzi* qui nous a envahi sous prétexte que vous le soutenez? TWAGIRAMUNGU ne peut pas se rendre chez son beau père. TWAGIRAMUNGU ne peut pas aller à Cyangugu où il est né, autrement que par l'hélicoptère de la MINUAR ou par l'auto-blindé. Nous ne voyons pas la population que TWAGIRAMUNGU peut gouverner.

TWAGIRAMUNGU qui prononce un discours injurieux en s'attaquant violemment au Président de la République comme si c'est lui qui l'a hissé au pouvoir. TWAGIRAMUNGU qui a publié la liste des ministres, parmi eux, ses propres alliés en utilisant la stratégie de ne pas indiquer les portefeuilles ministériels qui leur sont attribués. Tout cela dans le but ultime de dérouter les gens. TWAGIRAMUNGU qui méprise la population croyant qu'elle n'a pas de force. Il l'invite ainsi à manifester en disant; qu'ils viennent et que nous les comptons afin de connaître leur nombre. Pourtant, quand ils ont manifesté, il est passé dans les parages de la prison et de Gakinjoro en courant dans la poussière alors qu'il y avait l'asphalte. TWAGIRAMUNGU qui manipule comme il veut cette ressortissante de Butare, madame UWILINGIYIMANA Agathe en lui donnant une liste des députés fictifs d'où sont exclues certaines personnes. Je réalise que TWAGIRAMUNGU qui gouverne par le mépris et par l'orgueil doit savoir que ce que la population rejette, elle le rejette. Il ne peut en être autrement. C'est lui qui aime à dire ces mots. Il ne peut en être autrement. Il ne peut en être autrement. C'est lui qui affectionne cette expression. Il ne peut en être autrement et ça ne demande pas la conférence nationale. Que les *Inkotanyi* sachent aussi qu'ils ne doivent pas s'appuyer sur une personne que la majorité de la population a déjà disqualifiée et que ses co-partisans ont déjà écartée du parti.

9.2 min

En tout cas, c'est un peu comme s'appuyer sur un arbre sans racines, il s'écroulera avec eux (FPR) un jour, car c'est incompréhensible. Nous avons demandé aux *Inkotanyi* de venir vivre avec nous et partager avec nous le pouvoir mais nous n'avons pas dit qu'ils viendront s'accaparer de tout le pouvoir à nos dépens. C'est-à-dire en leur cédant le meilleur de nous même et en acceptant le médiocre. C'est très étonnant. C'est au-delà de la patience. Il y a un Tutsi de MBOGO qui vient de me dire : « KANTANO, je voudrais que tu communique pour ma part que je suis Tutsi mais que je ne suis pas un *Inkotanyi*. Je soutiendrais peut-être les Tutsi puisque ce sont mes congénères mais ces gens-là qui sont venus en nous mentant, ces *Inkotanyi* qui disent qu'ils veulent rapatrier les réfugiés. Mais qui les empêche de rentrer au pays? Et ceux qui sont rentrés et qui sont à Kaborogota je ne sais où encore. Les a-t-on jamais chassés? Ils ont déjà oublié leur cause principale de rapatrier les réfugiés et luttent pour des postes importants. Ce groupuscule est fait de MAZIMPAKA, RUTAREMARA, Pasteur ... et tous ces gens-là luttent pour des postes et ont ainsi dévié de leur objectif. Il continue en me chargeant de dire à NDASINGWA Landouald que le MINIJUST qu'il convoite l'a déjà échappé à Arusha; qu'il doit rester avec son seul ministère et laisser le MINIJUST à la tendance dirigée par MUGENZI Justin puisqu'il ne peut en être autrement : c'est ça la tolérance entre les gens. Refuser la tolérance, cela est étonnant. C'est étonnant. C'est une attitude qui ne devait pas caractériser les gens qui disent qu'ils luttent pour la démocratie. Parce que nous ne voyons pas jusqu'à présent ce que les *Inkotanyi*, les *Inkotanyi* qui ont eu beaucoup de choses à Arusha. Ils ont eu le poste de Vice-premier ministre, le poste du ministre de l'intérieur... Au moins NGURINZIRA avait négocié toutes ces choses-là pour la tolérance « power ». Ils ont eu le ministère de la jeunesse, le ministère de la santé, je ne sais quoi encore.. Et maintenant ils réclament le ministère de la justice pour nous mettre massivement dans les prisons, pour démanteler l'armée, ça c'est incompréhensible. Ce serait une situation pareille à celle du Burundi. Nous ne pouvons donc pas l'accepter.

K0146676

TWAGIRAMUNGU a dit que ce jour est décisif qu'on le veuille ou non. Ce devrait être, au contraire, le jour où toute la population devait se lever pour aller chasser cet homme devenu intraitable. Ce n'est pas possible! On devrait le chasser comme NSANZIMANA et NSENGIYAREMYE. Et il a tout vu.

11.7 min

C'est ce qui l'attend. Il ne peut en être autrement. S'il continue à être intraitable et à torpiller les actions des partis. Il ne peut en être autrement : nous devons prendre les marches et aller manifester dans les rues où nous passerons au moins une semaine pour montrer à DALLAIRE que nous n'en voulons plus de NSENGIYAREMYE(?). Nous ne nous en prendrons pas à madame Agathe UWILINGIYIMAN car elle fait tout pour avoir un poste. Elle fait tout pour avoir un poste. Avant hier, j'étais à Butare et j'ai demandé aux gens de Butare d'éviter toute sorte de collision entre KAMBANDA et AGATA le jour ils viendraient à s'y rencontrer. C'est indigne de Butare d'entrer en collision pour cause des postes. A Butare, le mépris des politiciens fait peur. Ces derniers temps les gens de Butare ont tenu un congrès pour élire Sylvestre UWIBAJIJE qui devait remplacer feu GATABAZI Félicien. Ce que NZAMURAMBAHO a refusé en disant qu'il ne voulait ce genre de congrès des gens de Butare. Pourquoi est ce que NZAMURAMBAHO méprise les gens de Butare. C'est formidable. Ce voisin de GIKONGORO ne devrait pas annuler tout ce que font les gens de Butare. Ce n'est pas la politique, c'est le mépris. C'est ce que nous disions. On ne peut pas faire la politique en maintenant dans le mépris les gens sous prétexte que Arusha t'a donné ceci ou cela. Ce n'est pas l'occasion de se méfier d'eux. Est-ce que NZAMURAMBAHO reviendra encore à Butare demander une aide pour le transport de ses *Abakombozi* qui vont danser la *Kamucerenge* et injurier le président de la république? Il trouvera que les commerçants sont hostiles à lui puisqu'il les aura trahi. Ici à la RTLM, nous n'accepterons en aucune façon la « politique du mépris et des subterfuge ». Il en serait de même de tout rwandais. Ce n'est pas normal de lancer au président de la République des ultimatums du genre : « demain, il faut que tu sois là, si tu n'y es pas c'est ton affaire, c'est la dernière date... » alors que rien comme obstacle à la mise en place du gouvernement à base élargie n'est encore fait.

13.6 min

Combien de temps durera un gouvernement mis en place d'une façon forcée et malhonnête? De toutes façons, cela est compréhensible que la politique du mépris est nulle et non avenue. Les informations qui viennent de nous parvenir nous disent qu'une grenade a explosé dans un cabaret à Kivumu faisant deux morts et des blessés qui ont été hospitalisés. On dit que ce sont des *ibytso* des *Inkotanyi* devenus nombreux à Gitarama. Il y a parmi des personnes blessées un militaire. D'autres informations qui viennent de nous parvenir sont celles de Kabgayi selon lesquelles le dernier réfugié de l'évêque, l'abbé Sylvestre, l'a aussi chassé. Et maintenant ici à Kabgayi nous sommes dans le malheur, à cause de l'évêque, plutôt de l'Abbé Sylvestre. Ce réfugié burundais va nous exterminer. Une autre information nous parvient de Giciye où un homme nommé BAZIVAMO de M.D.R/TWAGIRAMUNGU s'attaque aux Interahamwe. Bientôt, le conseil de sécurité va se réunir pour étudier le problème de cet homme qui a divisé la population de la commune Giciye : en fréquentant des cabarets que les autres ne fréquentent pas, en fréquentant les lieux que les autres ne fréquentent pas. C'est clair que ce genre d'agissements étonne. C'est étonnant. Quelqu'un vient de me téléphoner pour m'exprimer ses inquiétudes : « les gens disent que je suis un *Inkotanyi*, moi SANDEYI, je ne suis pas un *Inkotanyi*, je ne suis pas un *icyitso*. Ceux qui te l'ont dit, t'ont induit en erreur. Je sais que ce

K0146677

n'est pas un péché que d'être *Inkotanyi*. Ce qui est mauvais c'est de s'acharner sur l'autre tant que c'est un Interahamwe, un Umusederi, un Umupawa en l'empêchant d'exprimer ses idées. » Ce n'est pas mal que d'être un *Inkotanyi*. Qu'est-ce que cela fait si tu es un *icyitso* et que l'on te donne de l'argent à « bouffer » surtout quand tu sais te faufiler dans les partis.

Philippe MBIRIZI : ...des milles collines. Nous allons essayer de réfléchir à trois une fois de plus, face à la situation paradoxale du Rwanda et du Burundi après cette nouvelle tentative de coup d'Etat au Burundi- contradiction, bien sûr de l'Occident car, à y voir de plus près, à voir de plus près ce qui se passe dans les deux pays, on a l'impression d'assister à un double langage,

16.1 min

voire à une sorte de complicité partant par exemple de la conférence de LABAULE où toute aide de la France était conditionnée par l'avancement du processus de démocratisation. Tout l'occident a abondé dans le même sens d'ailleurs on est allé plus loin même avec des mesures économiques. Rappelez-vous la récente dévaluation du franc C.F.A. pour parler des contradictions. Avec VALERIE et GEORGES, nous allons nous limiter à la région; bien sûr tenant compte de l'actualité. Bonjour VALERIE!

BEMERIKI Valérie : Bonjour PHILIPPE!

Philippe MBIRIZI : Bonjour Georges!

Georges RUGGIU : Bonjour Philippe!

Philippe MBIRIZI : Valérie, parlons d'abord de la situation actuelle au Burundi.

BEMERIKI Valérie : Georges, comme tu le sais depuis ce matin, depuis d'ailleurs hier soir, on a parlé des événements, d'une tentative de coup d'Etat qui devait avoir lieu hier soir au Burundi. De toutes les façons on sait bien dire que cette tentative, c'est un coup d'Etat qui a bien eu lieu parce que les hautes dignités se sont enfuies. Il y a les hauts... disons parlons du Président de la République qui s'est réfugié à l'ambassade de France et puis les ministres qui se sont réfugiés aussi à l'hôtel du Lac Tanganyika ainsi que les députés qui ont pris la direction de l'Uvira au Zaïre. Ce qui veut dire que le coup d'Etat a bien eu lieu au Burundi.

Comme tu le sais bien, eh Philippe et à tous nos auditeurs qui nous écoutent en ce moment-là, toute la nuit les militaires se sont dirigés vers, les militaires dirigés par le colonel KADOYI ont attaqué, ont voulu attaquer le chef de l'Etat son Excellence Cyprien NTARYAMIRA suite à la décision prise de chasser les deux chefs d'Etat-major et entre autres BIKOMAGU qui avait dirigé le putsch qui a coûté la vie au Président NDADAYE. Ce qui veut dire que les militaires sont fâchés; ils sont fâchés, ils ne veulent pas que le président prenne cette décision. C'est pour cela qu'ils ont organisé un coup d'Etat, un putsch pour détrôner le Président de la République et le pouvoir du parti FRODEBU.

Philippe MBIRIZI: Voilà Valérie avant d'entrer dans les détails, je vais retrouver Georges,

18.2 min

je vais retrouver Georges pour mettre cela en relation avec ce qui se passe au Rwanda, nous

faire un petit peu la situation au Pays.

K0146678

Georges RUGGIU : Et bien ici au Rwanda la situation se trouve exactement sous le même plan. La violence existe également. D'ailleurs, il n'est nul besoin de rappeler les assassinats de GATABAZI, de BUCYANA et même les derniers assassinats qui étaient perpétrés contre certaines autorités notamment un candidat député du PL donc, en fait, la terreur existe de la même manière et la tentative de coup d'Etat existe également puisque rappelons que monsieur Faustin TWAGIRAMUNGU, le premier ministre désigné, cherche ni plus ni moins à imposer la composition de son gouvernement et la composition des députés donc si l'on pas encore passé à l'acte à plein, on n'en est pas en tous les cas loin : on massacre allègrement certaines populations et impunément et donc la situation déstabilisée au Burundi est aussi déstabilisée d'une manière très semblable au Rwanda.

Philippe MBIRIZI : Voilà, la situation déstabilisée au Burundi de manière semblable au Rwanda, contradiction de l'Occident. Que disent les occidentaux aux politiciens rwandais? Qu'est-ce qu'ils condamnent de la même manière au Burundi d'abord la réaction de l'Occident face à la situation au Rwanda? Valérie. D'abord au Burundi, Valérie.

BEMERIKI Valérie : En fait la réaction occidentale face aux événements du Burundi est tout à fait négative parce que depuis qu'il y a eu le coup d'Etat ... Disons, commençons par les élections qui ont porté le président NDADAYE au pouvoir, au mois de juin 1993. Il a été élu, avec le suffrage universel. Il a remporté les élections avec son parti FRODUBU. Et il y a eu formation de l'Assemblée au mois de juillet 1993.

Philippe MBIRIZI : oui!

BEMERIKI Valérie : De toutes les façons, toujours la minorité qui n'a pas été contente de ces élections ont voulu renverser le pouvoir de son excellence monsieur NDADAYE. Alors le 21/10/1993 il y a eu le putsch au Burundi avec l'assassinat du président NDANDAYE et disons, ses proches collaborateurs. Alors l'occident lui, sans réaction aucune, a imposé à nouveau au parti FRODEBU de reconstituer le gouvernement et de mettre toutes les institutions démocratiques en place. Ce qui veut dire que ...

Philippe MBIRIZI : Avec bien sûr, les membres de cette opposition.

BEMERIKI Valérie: de cette opposition. Voilà exactement. Donc,

21.0 min

il a demandé maintenant que la minorité soit aussi..., fait partie de ses institutions, de ces nouvelles institutions. Alors ce qui veut dire que notre vie, notre à ce que nous croyons, à ce que nous voyons exactement. C'est que l'occident appuie fermement la minorité.

Philippe MBIRIZI : qui a quarante pour cent au gouvernement, qui est représentés à quarante pour cent au gouvernement. Moi je me rappelle ce que je suivais hier sur Radio France Internationale, un des leaders du RADES, Monsieur NZEYIMANA, hier soir. C'était peut-être au moment où se déroulait la tentative du coup d'Etat criait sur les antennes de Radio France Internationale que leur parti était déterminé à jouer le jeu démocratique. Alors, Georges, la situation présente au Rwanda, quelle est la réaction de l'Occident face à la situation présente au Rwanda?

K0146679

Georges RUGGIU : Eh oui Philippe. D'abord, je tiens à rappeler parce que c'est important – y compris pour la situation au Rwanda – que Monsieur NZEYIMANA qui est président du RADES au Burundi est un des promoteurs des journées ville morte de Bujumbura qui ont coûté énormément de morts et qui coûté financièrement des sommes fabuleuses au Burundi. Alors au Rwanda eh bien la situation est très semblable. En fait la guerre a été déclarée par le FPR en octobre 1990. Or, c'est les occidentaux qui ont obligé le Rwanda à obtenir une solution négociée, c'est eux-mêmes qui ont donné régulièrement un certain nombre d'ultimatums au gouvernement rwandais pour partager le pouvoir avec des gens que l'on savait bien qu'ils massacraient et qu'ils tuaient des populations et que ces membres du FPR ne constituent qu'une très faible minorité ici à l'intérieur du Rwanda, voire même une très faible minorité à l'extérieur puisque de toute façon on compte que au Rwanda bon an, mal an pour l'instant il reste à peu près 8 % de Tutsi. Ce qui donc les occidentaux obligeaient à négocier et à partager le pouvoir avec des gens qui massacraient les populations et qui représentaient une infinie minorité puisqu'ils ne représentent maintenant même plus dix pour cent alors qu'on leur a concédé à certains endroits même jusqu'à 50 % des postes dans l'armée et des postes notoires à l'intérieur du gouvernement puisqu'ils ont droit à un vice-premier ministre, au ministère de l'intérieur, au chef d'Etat Major de la gendarmerie. Bref, on a fait, les occidentaux ont réussi à obliger le gouvernement rwandais pratiquement

23.5 min

à récompenser des meurtriers. Ainsi, même s'ils proclament qu'ils sont favorables à la démocratie aussi bien au Rwanda qu'au Burundi, ils sont arrivés à faire en sorte que de favoriser la minorité de manière telle qu'elle puisse écraser la majorité aussi bien politique que populaire.

Philippe MBIRIZI : Voilà, le dernier ultimatum en date il faut préciser vient de la Belgique alors il faut constater que le temps utilisé pour donner les ultimatums est beaucoup plus important que celui utilisé pour condamner les tueries perpétrées par le FPR à l'intérieur du Pays. Et sur le Burundi, rien, presque rien n'est dit. Georges RUGGIU, Valérie eh bien qui est ... qui est là parlons par exemple de la tentative de coup d'Etat au Burundi. Reculons un tout petit peu en arrière pour parler de ce qui s'est passé après la mort de Nda... de ah ... ah avant la mort de NDANDAYE.

BEMERIKI Valérie : Eh .. pour reculer un tout petit peu sur les événements du Burundi avant la mort NDANDAYE..... J'en ai parlé un tout petit peu en repassant comme ça mais disons que avant le coup d'Etat il y a eu les élections. Et ces élections, on a élu le président du Burundi Monsieur, Monsieur Melchior NDADAYE en juillet 1994, 1993 plutôt. Et puis en juillet 1993 il a été mis en place la législation disons l'Assemblée Nationale du Burundi. Après le 21/10/1993 il y a eu l'assassinat du président NDADAYE et il y a eu pas mal de sang qui a été versé suite après la mort du président NDADAYE, après l'assassinat du président NDADAYE. En ce moment-là, après cet assassinat et beaucoup de tueries au Burundi, le peuple burundais a demandé la protection et l'étranger n'a pas pu protéger cette population. Par contre il a exigé, il impose à cette population et même au parti FRODEBU qui avait remporté les élections de réformer les institutions comme je l'avais annoncé au paravent dès le début de cette émission. Alors, après avoir mis ces institutions sur place et en plus avec la pression de l'occident comme quoi les ennemis doivent aussi prendre part à ces institutions-là.

Philippe MBIRIZI : Et voilà Valérie ce qui se passe au Burundi eh, là où on a tué un

K0146680

présidant démocratiquement élu. On ne daigne pas, même pas envoyer une petite force de maintien de la paix, alors que ici où on semble favoriser des rebelles qui ont été à la base des déplacements d'un

26.2 min

grand nombre de la population et beaucoup de meurtres, etc. Revenons maintenant au discours de LABAULE pour la démocratie qu'en est-il injuste? Je ne sais pas si Georges va parler..

Georges RUGGIU : Eh bien, en fait, le discours de LABAULE qui était prononcé par le président MITTERAND, lors de son premier septennat déjà liait l'aide au développement et l'aide tout cours de la France et d'ailleurs de la communauté européenne qui a suivi à une démocratisation des régimes en place. Ce discours oblige, lance donc l'idée qu'il fallait obliger les pays qui n'avaient pas un système démocratique à passer à la démocratie et il existait un certain nombre des contraintes financières c'est-à-dire que ce discours proposait ni plus ni moins un chantage, : « vous démocratisez, vous aurez de l'argent, vous ne démocratisez pas nous coupons les robinets » Et d'abord cette attitude est ni plus ni moins qu'antidémocratique de la part des pays qui se proclament démocratiques. Ils font comme si la démocratie n'existait qu'en Occident et pas pour les autres. Ils pourraient très bien suggérer, aider, sans pour autant lier chaque fois leur aide à un certain nombre de chantages. Ce qu'ils sont en train de faire aussi bien au Rwanda qu'au Burundi. Et rappelons les ultimatums avec monsieur Jacques Roger BOHBOH n'a pas hésité et que d'autres comme le ministre des affaires étrangères belge n'ont pas hésité à prononcer.

Philippe MBIRIZI : le représentant de la Banque Mondiale aussi.

Georges RUGGIU : voilà, vous faites ceci, vous faites cela, vous aurez de l'argent. Vous ne faites pas, on vous coupe les robinets. Faut-il faire comme si la démocratie n'était qu'une affaire d'occidentaux et qu'en Afrique elle n'existe pas? On ne peut pas impunément protéger en permanence une minorité sous prétexte que l'on veut imposer la démocratie alors qu'une majorité a elle-même marqué sa volonté et notamment au Burundi de manière très claire suite à des élections. Et puis on vous impose un certain nombre de choses et on les conditionne à une aide au développement. D'ailleurs, de toute façon, de toute façon nulle part, aucun moment, il n'est éprouvé qu'une paix, mise en place par une guérilla avait été mise en place autrement que par des actions violentes voire par la guerre. Alors, favoriser sous prétexte de la démocratie ces minorités et étrangler les pays en guerre ou qui font face à des troubles

28.5 min

toujours sous prétexte de cette démocratie cela ne semble pas très prometteur pour préserver les droits de la majorité. Et c'est bien là qu'est le problème.

Philippe MBIRIZI : c'est bien là qu'est le problème. Et moi je voudrais qu'on essaie un peu, Valérie, de donner un sens à ce genre d'ultimatum. Et voilà mon raisonnement. Il y a des problèmes au sein des partis qui doivent entrer dans le gouvernement de transition à base élargie. Mais on donne des ultimatums comme si ces ultimatums suffisaient pour résoudre les problèmes qui se trouvent à l'intérieur des partis car sans avoir résolu les problèmes à l'intérieur des partis on ne peut pas arriver à mettre en place les institutions de transition de manière tout à fait faible.

K0146681

BEMERIKI Valérie : oui, Philippe parce que ces ultimatums, au lieu de résoudre ces problèmes, ils aggravent ces problèmes. Alors, au sein des partis-là, il y a des problèmes. Ça tout à fait on le sait. Ces problèmes doivent être résolus pour pouvoir mettre les institutions en place. Mais, si ces problèmes persistent, ces problèmes ne vont pas permettre que ces institutions soient mises en place. Si nous prenons, si nous partons déjà de la démocratisation imposée par la réunion-là de LABAULE. Cette démocratisation on a bon à crier, mais après tu peux même remarquer dans tous les pays d'Afrique eh qui sont arrivés à cette démocratisation-là, il y a beaucoup de problèmes qui résident au sein de ces pays-là. Je peux même te citer des exemples : il y a le Congo, il y a le Gabon, eh il y a même pas loin et le même le Burundi c'est ici tout près. Comme maintenant on parle de, de ce pays-là avec le Rwanda, il y a tellement de pays : il y a le Togo, le Bénin, eh bien il y a le Centrafrique tout ça, tous ces pays ont connu pas mal de problèmes après, après cette démocratisation. Les occidentaux, les observateurs occidentaux ont tant crié quand le FRODEBU a remporté les élections. Mais ils n'ont pas crié de bons exemples, ils n'ont pas créé de bons exemples. Ils n'ont pas protégé aussi cette démocratisation.

30.2 min

Philippe MBIRIZI : Ils ne l'ont pas protégé, au contraire, il a été dit après que NDADAYE a subi ce qu'il méritait.

BEMERIKI Valérie : c'est ce qu'ils disaient chaque fois et qu'il devait se protéger lui-même. Comment est-ce qu'il devait se protéger maintenant? Comme maintenant NDADAYE n'avait pas le droit de choisir lui-même ni sa résidence, ni son bureau.

Philippe MBIRIZI : Il ne pouvait pas, oui est-ce qu'il était face à une armée qui était là depuis longtemps une garde issue de cette armée même. Cette armée qui a placé les dictateurs au pouvoir; une armée monoéthnique et voilà ce qui s'est passé. Georges, je ne sais pas si tu peux donner un complément là-dessus.

Georges RUGGIU : Eh bien en fait à nouveau au Rwanda quelque chose de semblable est en train de se passer puisque d'abord, chose incroyable, on a été jusqu'à écrire le nom du premier ministre désigné dans les accords et que maintenant les occidentaux sont attachés à corps et à cri à cette personne alors qu'il est de plus en plus démontré que l'ensemble de la population, personne ne veut de ce premier ministre désigné, y compris même son parti qui l'a rejeté. Donc, on est obligé de constituer les institutions avec des gens qu'on ne veut pas et qui nous sont imposés. Eh, d'ailleurs et même en plus puisque ce premier ministre désigné a même été jusqu'à appeler la population au combat et a dit qu'il faudrait finalement qu'il y ait des vainqueurs et des vaincus et que le vainqueur soit vraiment le vainqueur et le vaincu vaincu, et les occidentaux sont en train de nous forcer à faire une paix et une ... une période de transition, à l'image de ce que eux ils veulent faire du Rwanda et du Burundi, c'est-à-dire principalement conserver toujours des personnes qui leur sont dépendantes et puis qu'ils pourront abandonner sous prétexte de la démocratisation, prétexte bien facile une fois de plus quand

31.6 min

ça les arrangera. En attendant, on peut ainsi étrangler économiquement et politiquement de manière tout à fait aisée aussi bien le Rwanda que le Burundi, Et, à nouveau, il est remarquable que toutes les pressions qui ont été faites au Burundi au moment du coup d'Etat

K0146682

sur Melchior NDADAYE où les occidentaux ont refusé une force d'aide militaire pour soutenir le gouvernement burundais. Par contre, au Rwanda on refuse au président de mettre certaines choses en place et on fait une pression et on se sert du déploiement de la MINUAR à l'intérieur de Kigali pour faire pression et obliger la présidence notamment à faire des concessions et peut-être même à faire des concessions pour attribuer le ministère de la justice à une tendance du Parti libéral très proche du FPR

Philippe MBIRIZI : Et je dirais même que le président de la République est obligé d'aller au-delà des concessions parce que des concessions tout à fait déraisonnables lui sont demandées. Prenons par exemple maintenant tentative de coup d'Etat au Burundi. Jusque-là il n'y a encore rien qui est dit. D'ailleurs, Radio France Internationale accordait donner ses antennes aux partis d'opposition Burundais qui sont à la base de la détérioration de la situation au Burundi. Et maintenant sur place à Kigali, il y a pression au Président de la République pour accepter et pour obliger à concéder au FPR le ministère de la justice. Qu'est ce que cela veut dire? Quelle signification cela peut-il avoir? Cela nous le tirons de, de nos journalistes belges... GEORGES....

Georges RUGGIU : En fait je crois que les journaux belges il y a quelques jours ont été très clairs si même ce n'est pas la position de la Belgique. C'est dans tous les cas un ballon d'essai bien placé. On essaye d'obtenir une modification du mandat de la MINUAR pour obliger, obliger à imposer la paix; là comment peut-on parler de paix quand on la joint à un terme aussi contradictoire et paradoxal

33.3 min

qu'imposer une paix ce n'est pas quelque chose qu'on impose, c'est quelque chose qu'on négocié et que l'on accepte. Et donc, ma conclusion est cette attitude très - je veux dire, antidémocratique de la part d'occidentaux qu'est d'imposer la paix, et d'imposer même de partager le pouvoir avec des meurtriers et moi je m'étonne d'abord qu'il n'y a aucune réaction sur cette tentative de Coup d'Etat au Burundi de la part des occidentaux et je lance la balle aux occidentaux. Est-il possible qu'un cas pareil tel que le Burundi ou le Rwanda se présente dans une démocratie occidentale que l'on aille jusqu'à concéder la moitié du pouvoir à ces mêmes personnes qui soient les meurtriers du Président de la République.

Philippe MBIRIZI Est-ce vraiment normal VALERIE?

BEMERIKI Valérie : Ça ce n'est pas normal PHILIPPE - toi même tu es africain, tu connais, tu es Zaïrois mais tu sais bien la démocratisation africaine. Ce qui s'est passé depuis longtemps, depuis le colonialisme par l'Europe de l'Afrique. Tu sais très bien comment les pays africains ont accédé à la République. Ça tu le sais. Mais après, pendant ces démocratisations, pendant la République on a constaté que tous les pays travaillaient sous la domination d'Europe. Mais sous une autre forme

Philippe MBIRIZI : Sous une autre forme, on a l'impression que l'Europe veut maintenir son influence sur l'Afrique.

BEMERIKI Valérie : Sur l'Afrique exactement. Ils devaient réfléchir pour nous. On devait quelque chose sur les recommandations, les interventions devaient imposer les choses. Donc, on ne doit pas faire ça. Si vous faites ça, on ne fait pas ça. Vous êtes comme ça si non on ne vous donne pas des aides. Chaque fois les interventions étaient conditionnées.

K0146683

Philippe MBIRIZI : On a de plus en plus de l'impression que la démocratie est une...est une donnée importée. On ne permet plus au peuple de s'exprimer. Moi, je reviens encore sur...le document de l'U.D.C. qui dit que si les élections étaient organisées au Rwanda bien des choses auraient pu être réglées.... Voilà à propos

35.2 min

du Burundi et du Rwanda. D'abord, commençons par le Rwanda, je vais poser la question à VALERIE; à l'allure où vont les choses, est-ce que vous n'avez pas l'impression que la transition risque d'être un terrain plein d'épines au Rwanda?

BEMERIKI Valérie : Exactement, plein d'épines au Rwanda surtout pour la majorité. La majorité va perdre sa place. Et c'est la minorité qui va vraiment guider toute la transition. Et cette transition, on n'espère pas qu'elle va prendre fin. On dirait que cette transition pourra même dépasser les vingt deux mois, qui doivent être dépassés déjà parce qu'elles ne sont pas encore mises en place. Mais les 22 mois prévus dans les Accords d'Arusha vont largement dépasser. Donc, cette transition est pleine d'épines pour le, le Rwanda pas seulement pour le Rwanda en général, mais surtout pour la majorité. C'est ce que je disais parce que tout le pouvoir sera aux mains, entre les mains de la minorité voire même, tu as toi même entendu et tu as suivi que le MININTER sera pris par le FPR Il y a aussi l'Etat Major de la Gendarmerie qui sera aux mains du FPR Il y a encore le ministère, eh il y a encore l'Assemblée Nationale qui sera dirigée par un candidat donné par le P.L LANDO ou même soit le PSD et ce parti le P.S. on n'a pas confiance, on a constaté que la grande partie il travaille pour le compte du FPR, voire le vice premier ministre aussi; voire même tout le pouvoir entre les mains du premier ministre, même la sécurité du pays. Les services de renseignements qui seront dans les services du premier ministre, qui seront sous le contrôle du premier ministre. Il y en a aussi alors, comme maintenant tu vois qu'il y a le conflit pour prendre le MINIJUST aussi. Le FPR du côté LANDO et PL côté LANDO qui veut prendre le MINIJUST et ce MINIJUST s'il tombe dans les mains du PL LANDO – et vous connaissez, vous savez ce que c'est LANDO. Alors ce MINIJUST il sera aussi entre les mains du FPR Ce qui veut dire que tout le pouvoir sera pleinement entre les mains de la minorité qui n'est que le FPR et P.L LANDO.

Philippe MBIRIZI : Voilà, Valérie, je vais tourner du côté de GEORGES pour terminer.

37.2 min

et voir un peu quelles perspectives pour le Burundi?

Georges RUGGIU : Les perspectives pour le Burundi sont d'abord terriblement sombres. Deux tentatives..., deux coups d'Etat en moins de six mois, c'est exceptionnel! Le seul cas que l'on connaisse est le cas de Haïti voire de quelques républiques bananières d'Amérique. Et on voit pour l'instant où s'amène une pauvreté incroyable pour les populations; mais surtout cela donne un énorme pouvoir à l'armée d'imposer absolument tout ce qu'elle veut à la population. Et ce qui est de plus en plus effrayant pour le Rwanda, c'est que le Burundi est notre voisin direct et en plus d'être notre voisin direct c'est que ces putschistes burundais.... Les putschistes maintenant les criminels, et massacrent des populations sont à partie liés avec des composantes très importantes du futur gouvernement de transition à base élargie c'est-à-dire le FPR et que ce même FPR est lui-même un des valets de l'Ouganda, puisque nul n'est sans ignorer que l'agression que le Rwanda a subie vient d'Ouganda. Et donc en fait les

K0146684

perspectives du Burundi étant déjà très sombres, sont liées aux perspectives du Rwanda aux perspectives même de l'Ouganda puisque tant que rien ne se passera en Ouganda peu de choses seront envisageables à long terme au Burundi et au Rwanda et moi j'attire l'attention de tous les occidentaux sur le fait que la politique de ces trois pays est fondamentalement liée et qu'il est illusoire de régler les problèmes du Rwanda sans régler, celui du Burundi et de régler ces deux problèmes-là sans régler le problème de la démocratisation en Ouganda qui, rappelons, va bientôt lui aussi arriver aux élections et qui pour l'instant est dominé par une dictature terriblement répressive de Yoweri MUSEVENI. Et voilà je ne suis manifestement pas très optimiste pour l'instant j'espère que peut-être les occidentaux vont après réfléchir à ce problème du Burundi, qu'ils vont réagir là-dessus, et qu'ils vont commencer à ouvrir les yeux aussi sur les problèmes de l'ensemble de la sous-région qui a

39.5 min

manifestement été négligée par eux,

Philippe MBIRIZI : En définitive le pourrissement de la situation au Burundi se répercute sur le Rwanda et tous ceux-là sont des tentacules de ce qui se passe en Ouganda de par MUSEVENI. Je remercie Valérie, je remercie Georges. C'était aussi Philippe devant le micro. Merci.

BEMERIKI Valérie : Merci, Georges.

(musique)

FACE B

K0146685

0.0 min

musique

8.2 min.

HABIMANA Kantano : les fils de SEBAHINZI, les fils de SEBAHINZI quoique fasse BIKINDI- sont distraits. Ils semblent être si distraits qu'on ne sait ce qu'on utilisera pour leur parler - surtout qu'aujourd'hui les gens doivent être éveillés, unis... il n'y a pas d'autre moyen. Laisse-moi voir. Bientôt, je vais vous faire parvenir vos messages. Beaucoup de communiqués... ça c'est une personne qui vous fait part de ce qui s'est passé à Jende, les nouvelles de Jende dans un petit centre. A tous ceux de Jende Bonjour! Il dit que les femmes de là-bas se sont tournées contre les hommes : la nommée NYIRAGICARI, NYIRAGICARI a arraché l'œil à son mari qui est hospitalisé. Il l'a frappé d'une petite hou. Un autre femme nommée MUKURI a tué son mari. La conduite des femmes à Jende est inquiétante. Elle l'a frappé à la tête. Un professeur qui enseigne à l'E.P.L.R. à Bukinanyana a failli mourir de l'explosion d'une grenade posée sur son chemin vers sa maison.

9.4 min.

Quand il rentrait chez lui, le professeur RUTAYIRARA a vu la grenade parce qu'il s'était muni d'une lampe-torche. C'est ainsi qu'il a pu échapper à la mort. Les enquêtes sont en cours pour trouver le coupable. A vous tous de Jende courage! courage! Soyez toujours vigilants : il faut être vigilants pendant ces jours et, si nécessaire, munissez-vous d'une lampe-torche. Vos communiqués : nous commencerons par des communiqués nécrologiques.....

(musique)

.....

27.9 min.

GAHIGI Gaspard : vous écoutez la Radio RTLM, votre radio, nous avons, ce matin, huit heures vingt minutes dans nos studios.. Vous êtes avec Gaspard GAHIGI et NKOMATI Emmanuel. Amis auditeurs, je vous salue : bonjour! Comment allez-vous ce matin? Je voudrais vous dire que ceux qui connaissent la politique se sont refroidis après avoir entendu ce que TWAGIRAMUNGU a déclaré hier dans son discours et le gouvernement qu'il a mis en place. Ceux qui connaissent la politique ont sombré dans l'étonnement; les plus avertis ont trouvé dans ce geste de TWAGIRAMUNGU un coup d'Etat. Pourquoi un coup d'Etat? Vous savez bien que ce qui a fait traîner la mise en place du gouvernement et de l'Assemblée Nationale de Transition, ce sont les conflits au sein des partis MDR et PL, Vous savez que quand ces conflits sont nés, certaines personnes issues de ces partis et les autres ont cherché comment mettre un terme à ces conflits. Les hautes autorités ecclésiastiques ont tout fait pour que les Rwandais ne restent pas dans l'impasse. Et elles se sont dit : «même si nous sommes chargées des affaires religieuses, nous sommes concernées, par ricochet, des affaires sociales de ceux que nous menons à Dieu.

28.9 min.

K0146686

Les gens ne continueront pas à vivre dans l'impasse alors que nous sommes là, tout en nous souvenant, que les Rwandais ont confiance en elles (les autorités religieuses) d'autant qu'ils croient en Dieu. Ils ont dit : « vous MDR, voilà comment le problème serait résolu, c'est que, toi, TWAGIRAMUNGU tu sois le premier ministre du gouvernement de transition à base élargie. Mais, tu dois laisser le plein droit aux comités directeurs des partis qui te donneront des listes députés et les candidats ministres sans que tu intervienne dans leur choix. Voilà ce que les autorités religieuses ont dit à TWAGIRAMUNGU : « sois premier ministre quand bien même tu as été chassé du parti à Kabusunzu et que l'affaire a été portée jusqu'aux tribunaux. Sois premier ministre et oublions tout ce qui concerne ta mise à l'écart. Les candidats députés et ministres te seront donnés par les comités directeurs des partis MDR et P.L. concernant ce dernier, les autorités religieuses ont essayé de mettre un terme au conflit en proposant à MUGENZI Justin de prendre deux ministres et cinq députés et à Lando un seul ministre et six députés. Voilà comment les autorités religieuses avaient endigué l'impasse. Mais, les tractations pour résoudre le conflit ont continué. Avant hier, le président de la république, voyant l'impasse continuer, a convoqué en date du 25, 27/2/1994, une réunion des comités directeurs des cinq partis qui constituent le gouvernement actuel. Ils ont pris les résolutions identiques à celles prises par les autorités religieuses avec un petit ajout. Ce n'est même pas un petit, c'est un grand. Ils ont dit à Lando de donner un seul ministre, six députés et un candidat à la présidence de l'assemblée nationale. C'est ça qui s'est ajouté à ce que les autorités religieuses avaient proposé : le P.L. LANDO doit donner son candidat à la présidence de 'Assemblée Nationale de Transition. On a donné à MUGENZI deux ministres, cinq députés. Voilà comment la réunion qui a regroupé le Président de la République et les membres des comités directeurs, des partis faisant parti du gouvernement a trouvé une voie de sortie de cette impasse politique.

30.8 min

Par après, LANDO a déclaré qu'il rejetait tout cela surtout pour ce qui concerne les ministres. Lando a déclaré qu'il acceptait les six députés mais qu'il voulait aussi le ministère de la justice. Et sans tarder les *inkotanyi* ont déclaré qu'ils s'y opposaient et qu'ils rejetaient les six députés mais qu'il fallait que LANDO ait tous les onze députés. Et MUGENZI de dire : « Les postes sont au parti, le parti P.L. a ses représentants. LANDO en a déjà claqué les portes. On a même été dans les tribunaux. Il n'est plus dans le parti » Lando est comme une branche séparée de l'arbre. Nous avons été large en lui donnant ces postes. Et si une branche est séparée de l'arbre et tombe : elle se dessèche et n'empêche pas l'arbre d'être ce qu'il est. LANDO se rend de plus en plus insupportable.

Les postes qui restent, nous pourrions les lui ravir parce qu'ils appartiennent au parti. Voilà donc où en sont les choses. De plus, je l'ai moi-même demandé – avant-hier – à MUGENZI Justin. Cela est passé à la radio dans le journal du soir. MUGENZI l'a bien répété en disant : « les postes appartiennent au parti P.L. Ce que nous avons fait à LANDO c'est de lui concéder quelques uns de ces postes. C'est une branche séparée du tronc : nous lui avons concédé les postes des députés et des ministres pour que le peuple ne reste pas dans l'impasse politique. Autrement nous dans le parti, nous ne céderons jamais le ministère de la justice. C'est pour cela que les gens disent que ce que TWAGIRAMUNGU a fait hier est apparenté à un coup d'Etat. Pourquoi un coup d'Etat? Parce que le partage du pouvoir, à Arusha, s'est fait entre les partis politiques et le FPR On a donné à ces partis leurs postes mais jusqu'à maintenant ils s'entendent pas sur ce sujet.

32.5 min.

K0146687

Et TWAGIRAMUNGU a dit : « Pour vous, P.L., le problème est difficile et moi je le tranche comme je l'entends. Je donne le ministère de la justice au P.L. LANDO. Alors que toutes les réunions qui se sont tenues ont réservé à MUGENZI deux ministères et au P.L. LANDO un seul ministère. C'est dire que si nous tenons compte de la liste que TWAGIRAMUNGU a proclamée MUGENZI n'a pas proposé le type appelé NIYOYITA. NIYOYITA a été proposé par le P.L. LANDO. C'est encore pour dire que ce ministère qui a été donné au P.L., a été donné au P.L. LANDO. C'est-à-dire que TWAGIRAMUNGU s'est décidé à donner deux ministères au P.L. LANDO dont celui de la justice. On le murmurait et moi aussi je l'avais déjà dit. TWAGIRAMUNGU s'est décidé à donner au P.L. LANDO deux ministères, 6 députés et je ne doute pas que les résolutions de la réunion du 25, 27. Février tenue par le président de la République et les comités directeurs des partis notamment donner au P.L. LANDO le poste de la présidence de l'Assemblée Nationale de Transition. Ces résolutions restent toujours valables. C'est évident que TWAGIRAMUNGU lutte pour le P.L. LANDO; vous connaissez par ricochet, pour qui il lutte. Il s'accapare des choses pour les *INKOTANYI*. Voilà comment je vois les choses. Autre personne que nous avons vue sur les listes c'est l'homme appelé IYAMUREMYE sous l'emblème du PSD Et vous savez que sa mise sur la liste a déchaîné les esprits à Butare où les gens proposaient deux candidats pour qu'on choisisse parmi eux, un seul candidat. Mais celui qu'on voulait c'était IYAMUREMYE qui dirigeait jusque là

34.5 min

les services de renseignements. Cet homme du PSD a eu des problèmes parce qu'il dirigeait les services de renseignements qui sont entre les mains du MDR Vous connaissez tout ce qui s'en est suivi. Des gens sont morts, et les renseignements n'ont pas trouvé les coupables. Les services de renseignement ne se sont jamais prononcés au sujet de tous ceux qui sont morts. Ainsi TWAGIRAMUNGU attire visiblement vers lui IYAMUREMYE. Autre chose sur la liste en question NSENGIYAREMYE, NKURUNZIZA sont de retour. Ils sont revenus; si nous nous permettons d'en rire quand bien même nous sommes dans des moments difficiles : ils mangent encore. Vous êtes sans ignorer que tout ce que nous critiquons dans les négociations d'Arusha a été ajouté par ces deux hommes... Ils reviennent. C'est dire qu'ils continueront dans la même voie commencée à Arusha. Je pense que je pourrais m'arrêter par ici. Que tous ceux qui réfléchissent, réfléchissent à propos de l'issue de ces moments. Nous, ce que nous faisons, c'est donner à tous les Rwandais notre point de vue sur la situation. C'est-à-dire notre point de vue à tous les concernés – le premier concerné c'est MUGENZI, Justin président du parti P.L.... Nous nous sommes entretenus ce matin et il m'a dit qu'avant dix heures il me dirait ce qu'il en pense et ce qu'en pense son parti. L'autre concerné c'est le Président de la République. Il doit prendre ses responsabilités et dire sa position face à ce qui a été déclaré par TWAGIRAMUNGU. L'autre concerné, mais le plus important, c'est le peuple qui devra se demander où va son pays; celui qui gouverne le pays : nous ressemblons à des personnes dans un bateau.. Mais, qui est à la poupe? Où nous conduit-il? C'est le peuple qui a le dernier mot. La balle est dans son champ. Du reste, écoutons de la musique

36.1 min

en attendant ce que MUGENZI déclarera à propos du ministère de la justice arraché au PL MUGENZI. Nous attendons également ce que le Président de la République déclarera aux Rwandais prochainement, puisque je présume qu'il ne se taira pas. Enfin, attendons ce que dira le peuple. Nous, nous avons ici la radio : tout citoyen qui a à dire peut venir et nous lui

K0146688

donneront la parole. Comme ça les autres sauront ce que le peuple pense. Moi je vois que ce qui fait que les choses en arrivent à se dégrader jusqu'à ce point, c'est que le peuple est privé de ses moyens d'expression habituels, le peuple s'exprime par les élections. Mais les élections sont impossibles. Ainsi donc le peuple est sans parole, mais la RTLTM vous la donnera.

37.0 min

(Chanson)

38.0 min

NKOMATI Emmanuel : vous écoutez toujours Radio RTLTM qui émet depuis KIGALI. Nous avons huit heures trente trois minutes dans nos studio. Je vous souhaite auditeurs amis une bonne journée. Comme vous l'avez entendu, vous êtes avec NKOMATI Emmanuel, en compagnie de GAHIGI Gaspard au micro et NTEZIMANA Jean à la technique. Il y a des communiqués urgents dont je voudrais vous faire part en ce moment : « L'Association Forum Paix et Démocratie invite la presse officielle et privée à une conférence de presse sur l'impasse politique actuelle au Rwanda qu'elle tient aujourd'hui à l'Hôtel des Diplomates le 19/03/1994 de 9h30' à 11h30'.

Venez nombreux et Soyez les bienvenus. Pour le Forum Paix et Démocratie :
« Maître Stanislas MBONAMPEKA, 1er Vice-Président »

38.9 min

Ce communiquée est aussi en français: " L'Association Forum Paix et Démocratie invite la presse officielle et privée à une conférence de presse sur l'impasse politique actuelle au Rwanda qu'elle tient aujourd'hui à l'Hôtel des Diplomates le 19/03/1994 de 9h30 à 11h 30. Venez nombreux et soyez les bienvenus. Pour le Forum Paix et Démocratie ".

Maître Stanislas MBONAMPEKA, 1^{er} Vice-Président.

39.6 min

(Chanson)

FIN: 41.1 min